



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 19 mars 2026**

**Nos réf. : SHM/TA/MI n° 26 - 068**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOLYFI SOREMO**

Z.I. de la Dame Huguenotte

52000 CHAUMONT

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement SOLYFI SOREMO implanté Z.I. de la Dame Huguenotte, 52000 CHAUMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est menée dans le cadre du programme 2026 du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLYFI SOREMO
- Z.I. de la Dame Huguenotte - 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005701356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée depuis 1989 à CHAUMONT, la société est spécialisée dans :

- la récupération et le traitement de différents métaux et alliages issus de la destruction des moteurs usagés (acier, bronze, aluminium, cuivre, zamak, laiton...) ;
- la production d'alliages d'aluminium de seconde fusion (sous forme de lingots) à partir principalement du broyage de bloc-moteurs usagés ;

La majeure partie de la production d'aluminium est destinée à la fabrication de pièces automobiles moulées sous pression.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le site et les installations sont propres et ordonnées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Modification	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.6.1	Prescriptions complémentaires	
4	Caractéristique de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 4.3.10	Demande d'action corrective	6 mois
6	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.1.1	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.2.1	Sans objet
5	Déchets produits	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 5.1.6	Sans objet
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.5.5	Sans objet
8	Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.6.6	Sans objet
9	Rejets AIR	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 4	Sans objet
10	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 9	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La production journalière dépasse le volume autorisé de 35 tonnes par jour. L'inspection des installations classées prend acte de l'évolution de la production journalière. Les analyses des eaux pluviales de toiture des bâtiments doivent faire l'objet d'une analyse annuelle avant rejet dans le bassin d'infiltration. Le rapport de contrôle électrique garantit que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Néanmoins le rapport fait état d'observations qui doivent donner lieu à un plan d'action afin qu'elles soient levées.

L'augmentation fera l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé à la signature de Madame la Préfète.

Lors de la visite, l'exploitant a évoqué des modifications à venir, notamment l'automatisation de la ligne de tri après le concassage des moteurs. L'inspection des installation classées rappelle à l'exploitant que toute modification doit faire l'objet d'un porter à connaissance afin de juger du caractère substantiel ou non du projet.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitant titulaire de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SOLYFI SOREMO, dont le siège social est situé au 941 Chemin des Cailloux, 69390 CHARLY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de CHAUMONT et de VILLIERS-LE-SEC (rue des Frères Garnier), dans la Zone Industrielle Dame Huguenotte, les installations détaillées dans les articles suivants.
<b>Constats :</b>  Bien que les arrêté préfectoraux donnent comme nom de société SOREMO, le nom exact de la société est bien SOLYFI SOREMO. Il n'a pas de changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.2.1					
Thème(s) : Situation administrative, Listes des installations concernées par une rubrique ICPE					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Alinéa	A, D, DC, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
3250	b)	A	Transformation des métaux non ferreux b) Fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux	Four de fusion d'aluminium	35 t/j
2552	1	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux	Four de fusion d'aluminium	35 t/j
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup>	Parc de stockage des carters et moteurs usagés	15 700 m <sup>2</sup>
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1.La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes par jour	Installation de broyage de déchets métalliques	400 t/j
4725	2	D	Oxygène. La quantité susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Stockage d'oxygène comprimé en racks de 20 bouteilles	12 t
2565	2-b	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion).	Machine à laver pour dégraissage de la fonte	1000 litres

4718	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.	Dépôt de propane	1 t (2,5 m <sup>3</sup> )
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages	Trois cuves de fioul domestique de 7,5, 3 et 2 m <sup>3</sup> , (soit 12,6 m <sup>3</sup> au total)	10,7 t
1434	1	NC	Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles	Installation de distribution de gazole	3 m <sup>3</sup> /h

L'établissement n'est pas concerné par la Directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite Directive SEVESO 3.

L'établissement est concerné par la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010. Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3250 relative aux activités de fusion d'aluminium et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'industrie des Métaux Non Ferreux (NFM).

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

#### Constats :

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas d'autres activités dans l'établissement relevant des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement autres que celles listées dans le présent article.

L'inspection des installations classées n'a pas relevé lors de la visite des locaux d'activités autres que celles mentionnées au présent article.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen du point précédant portant sur les rubriques de la nomenclature des activités présentes dans l'établissement et notamment les rubriques n°2552 et 3250 de la nomenclature autorisent un volume de 35 tonne par jours sur la base de 252 jours ouvrés.</p> <p>La consultation de l'outil GEREPE et du compte de la société SOLYFI-SOREMO montre les productions annuelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>2021 : 8 581 tonnes ;</li><li>2022 : 9 068 t ;</li><li>2023 : 8 809 t ;</li><li>2024 : 8 971 t ;</li></ul> <p>Si l'on se réfère au 252 jours ouvrables, le volume autorisé de 35 t/ jour est respecté. Néanmoins, l'établissement ferme environ 5 semaines par an, le nombre de jours ouvrés se situe plutôt autour de 225 j/an voire 220 j/an comme déclaré dans le rapport de base au titre de la Directive IED d'OTE de juillet 2017.</p> <p>En appliquant le fonctionnement réel de l'établissement, le volume produit avoisine les 40 t/j. Le volume de production journalière est supérieur de 5 t/j et dépasse de 14% le volume autorisé.</p> <p>Même si les rubrique n° 2552 et 3250 n'ont pas de seuil plafond, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'en règle générale toute augmentation doit être déclarée par un porter à connaissance. Toutefois, spécifiquement pour le cas présent, l'inspection des installations classées propose de prendre acte de l'augmentation de la production et proposera à la signature de madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant de l'augmentation de la production.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires

#### N° 4 : Caractéristique de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 4.3.10										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des EP de toitures										
<b>Prescription contrôlée :</b>  La superficie des toitures est de 13 960 m <sup>2</sup> . Les eaux pluviales de toitures sont collectées via un réseau d'assainissement interne séparé. Ces eaux sont dirigées gravitairement vers un stockage tampon de 150 m <sup>3</sup> . Ce stockage tampon est équipé d'un surverse raccordée au bassin d'infiltration de 2 400 m <sup>3</sup> situé face au bâtiment industriel, de l'autre côté de la rue des Frères Garnier. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <table border="1" data-bbox="308 712 1260 1104"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration maximale (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub></td><td>30</td></tr><tr><td>HCT</td><td>5</td></tr></tbody></table> Le réseau de collecte des eaux pluviales de toitures est équipé d'une vanne manuelle de sectionnement en amont du stockage tampon de 150 m <sup>3</sup> . En cas d'incendie, ces eaux sont dirigées vers le bassin de rétention de 500 m <sup>3</sup> destiné également à recevoir les eaux pluviales de ruissellement.	Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	MES	35	DCO	125	DBO <sub>5</sub>	30	HCT	5
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)									
MES	35									
DCO	125									
DBO <sub>5</sub>	30									
HCT	5									
<b>Constats :</b> Les eaux des toitures des bâtiments se déversent dans un réservoir de décantation avant d'atteindre le bassin d'infiltration et les eaux souterraines. L'inspection des installations classées n'a pas trouvé trace de résultats d'analyses prescrites par le présent article. L'exploitant n'a pas réalisé ces analyses.										
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection des installations classées demande la réalisation de cette analyse et son renouvellement annuel.										
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites										
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective										
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois										



## N° 5 : Déchets produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 5.1.6						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets produits par l'établissement						
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :						
Désignation	Code déchet	Origine	Quantité annuelle	Quantité max présente sur site	Mode et lieu stockage	Mode d'élimination
Durites et résidus de chaîne de production	16 01 99	Moteurs	500 t	50 t	En vrac, sur aire bétonnée étanche, sous abris	Recyclage
Ecume d'aluminium	10 03 16	Four	2 000 t	200 t	En vrac, sur aire bétonnée étanche, sous abris Stabilisées par la presse à crasse	Recyclage
Huiles usagées	13 01 10*	Véhicules	5 000 l	5 000 l	Conteneurs étanches sur rétention	Recyclage
Poussières	10 03 19*	Filtre	250 t	25 t	Big Bags étanches	ISDD
Emballages, papier, carton, DIB	20 01 01 20 01 02 20 01 08	Administratif stockage	Usuelle pour 28 employés	20 t	Benne à ordure	Valorisation
Chaux hydraté	10 03 21*	Installation de recyclage des fines	130 t	25 t	Big Bags étanche	ISDD
* déchets dangereux						
<b>Constats :</b> La déclaration dans l'outil GEREP montre des déchets supplémentaires à l'état du présent article qui ne se voulait pas exhaustif. La mise à jour des déchets produits pourra être menée à l'occasion de la transmission d'un futur porter à connaissance.						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite						

**N° 6 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser un contrôle de ces installations électriques en janvier 2026. Il ne dispose pas encore du rapport.</p> <p>Le dernier rapport Q18 de 2025 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques s'incendie et d'explosion.</p> <p>Néanmoins, le rapport fait état d'observations liées à des non-conformités.</p> <p>L'exploitant doit fournir son plan d'action mis en œuvre afin de répondre aux observations faites par le bureau de contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir son plan d'action mis en œuvre afin de répondre aux observations faites par le bureau de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Dispositions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li><li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li><li>• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li><li>• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li><li>• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'état des formations des personnels de l'année 2025 et le programme de formation de l'année 2026. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2017, article 7.6.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

**Prescription contrôlée :**

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation, une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

**Constats :**

Suite à l'incendie de la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 août 2025, des actions correctives ont été mises en place après le sinistre avec notamment la mise en place d'une vidéosurveillance de 100 caméras vidéo dont 12 caméras thermiques avec une transmission garantie par double canal IP + GRPS et une télésurveillance 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

L'assurance de l'exploitant a rédigé un plan de prévention comportant 3 niveaux de priorité :

P1 : Recommandations/Actions requises consistant :

- à la fourniture de documents comme par exemple de la réalisation de l'étude technique foudre, le rapport de vérification désenfumage, le rapport de vérification extincteurs, le rapport essai des poteaux incendie, rapport fiabilité des caméras thermiques ;
- à la gestion des alarmes et reports avec le report de l'ensemble des alarmes vers le personnel présent dans la zone des fours la nuit, report également de l'ensemble des alarmes vers la société de surveillance, consignes de levée de doute et d'intervention pour chaque type d'alarme ;
- poursuite des travaux en cours sur la mise en conformité ATEX, étude, etc...

P2 : Recommandations importantes portant sur analyse périodique du diélectrique des transformateurs et aménagement de la zone de refroidissement des scories d'aluminium avec la disponibilité de moyens d'étouffement adaptés et en quantités suffisantes

P3 : Recommandations conseillées notamment mis en place de détecteurs de fumée déjà en, place etc...

L'ensemble des priorités 1 ont été réalisées, les priorités 2 et 3 sont en parties réalisées ou le seront en 2026.

L'inspection juge que l'ensemble de ces actions répondent à la doctrine de prévention des risques notamment incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Rejets AIR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations et de flux dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°406 du 3 janvier 2017 sont abrogées et remplacées par :

« Article 3.2.3 : Valeurs limites des concentrations et de flux dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 21 %.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Heures de fonctionnement annuelles	5 580	5 580	1 760	
Débit théorique Nm <sup>3</sup> /h	60 000	60 000	18 000	
Paramètres	Conduit n°1 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°2 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°3 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux admis kg /h
Poussières	5	5	5	0,69
SO <sub>2</sub>	50	-	-	3
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	100	-	-	6
CO	200	-	-	12
COV totaux	30	-	-	1,8
Ammoniac	50	-	-	3
Paramètres	Conduit n°1 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°2 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°3 Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux admis g /h
Cd + Hg + Tl	0,1	-	-	0,75
Cd + Hg + Tl par métaux	0,05	-	-	0,375
As + Se + Te	1	-	-	7,5
Al	1	-	-	7,5
Pb	1	-	-	7,5
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	-	-	37,5

Zn	5	-	-	37,5
Dioxines/Furanes	$1.10^{-7}$	-	-	$6.10^{-6}$
Hcl	10	-	-	0,6
Cl2	1	-	-	0,06
HF	1	-	-	0,06

*Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.*

*Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.*

*Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. »*

#### **Constats :**

L'exploitant transmet régulièrement les résultats des analyses des rejets de son programme d'autosurveillance ainsi que le contrôle annuel (ce dernier lui servant de comparatif afin d'étalonner, s'il a lieu, ses propres appareils de mesures).

Les mesures en continu des rejets de poussière du four de fusion et presse à écumes d'aluminium sont conformes aux VLE.

Le dernier rapport de 2025 sur l'ensemble des paramètres démontre également la conformité aux VLE.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

De nouvelles mesures ont été menées en janvier 2026 et donneront lieu à un nouveau rapport que l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise des mesures acoustiques <b>sous un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté</b> pour s'assurer que les installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral n°406 du 3 janvier 2017 Les quatre points de mesure seront identiques au bilan de fonctionnement période 1997-2006, réalisé en novembre 2006.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réalisé le 25 mars 2019 une étude acoustique. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article. L'étude a donné lieu à la rédaction d'un rapport d'avril 2019 démontrant que les bruits émis par les installations et mesurés en limite de propriété du site engendrent des niveaux sonores inférieurs aux valeurs limites admissibles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, tant en période diurne que nocturne. Ce constat a été effectué, portes fermées, la nuit et portes ouvertes le jour. Aucune tonalité marquée n'a été observée en limite de propriété de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite